

Zoom sur le prêt garanti par l'État



© 2021 Les Echos Publishing

Les entreprises éligibles

Toutes les entreprises, à quelques exceptions près, peuvent souscrire un PGE.

Sont éligibles au PGE les entreprises, quelles que soient leur secteur d'activité, leur taille et leur forme juridique (entreprises individuelles, sociétés, commerçants, artisans, exploitants agricoles, professionnels libéraux, micro-entrepreneurs) à l'exception de certaines sociétés civiles immobilières, des établissements de crédit et des sociétés de financement, ainsi que les associations et les fondations.

À noter : au 14 mai 2021, plus de 675 000 entreprises et autres structures avaient obtenu un PGE, représentant un montant total d'environ 137,2 Md€.

Les caractéristiques du PGE

D'une durée maximale de 6 ans, le PGE permet d'obtenir jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires. Son remboursement est différé d'un an, voire de deux ans si l'entreprise le demande.

Le montant d'un PGE

Le montant d'un PGE peut atteindre jusqu'à 3 mois de chiffre d'affaires réalisé en 2019 ou à 2 ans de masse salariale pour les entreprises innovantes ou créées depuis le 1^{er} janvier 2019.

Précision : la garantie de l'État couvre un pourcentage du montant du capital, des intérêts et des accessoires restant dus de la créance jusqu'à l'échéance de son terme, sauf à ce qu'elle soit appelée avant lors d'un événement de crédit. Ce pourcentage est fixé à :

- 90 % pour les entreprises qui, lors du dernier exercice clos, ou si elles n'ont jamais clôturé d'exercice, au 16 mars 2019, emploient en France moins de 5 000 salariés et réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 1,5 Md€ ;
- 80 % pour les autres entreprises qui, lors du dernier exercice clos, réalisent un chiffre d'affaires supérieur à 1,5 Md€ et inférieur à 5 Md€ ;
- 70 % pour les autres entreprises.

La durée d'un PGE

Le remboursement d'un PGE est différé d'un an, aucune somme d'argent n'étant donc à déboursier pendant la première année du prêt. Il peut ensuite être lissé sur une période allant de 1 à 5 ans. La durée maximale du prêt est donc de 6 ans.

Sachant que les entreprises peuvent demander un nouveau différé de remboursement d'un an, et donc bénéficier de 2 années de différé. Plus précisément, il leur est possible d'intégrer dans la phase d'amortissement une nouvelle période d'un an, pendant laquelle seuls les intérêts et le coût de la garantie de l'État seront dus, la durée maximale totale du prêt restant fixée à 6 ans. À ce titre, la Fédération bancaire française a indiqué que toutes les demandes de différé formulées par des entreprises qui en auraient besoin seraient

examinées avec bienveillance.

Exemple : une entreprise ayant contracté un PGE en mai 2020, et qui ne serait pas en mesure de commencer à le rembourser en mai 2021, peut demander un report d'un an et commencer à le rembourser à partir de mai 2022 seulement.

Le taux d'un PGE

S'agissant des taux, négociés avec les banques françaises, les TPE et PME qui souhaitent étaler le remboursement de leur PGE peuvent se voir proposer une tarification comprise entre 1 et 2,5 %, garantie de l'État comprise, en fonction du nombre d'années de remboursement. Ainsi, les banques se sont engagées à proposer des taux allant de :

- 1 à 1,5 % pour les prêts remboursés d'ici 2022 ou 2023 ;
- 2 à 2,5 % pour les prêts remboursés d'ici 2024 à 2026.

Comment obtenir un PGE ?

Pour bénéficier d'un PGE, il faut d'abord obtenir le préaccord d'une banque, puis demander la garantie de l'État auprès de Bpifrance.

Pour obtenir un PGE, vous devez effectuer une demande auprès de votre banque (ou de tout autre établissement financier) ou d'un intermédiaire en financement participatif. Après avoir vérifié que votre entreprise satisfait aux conditions d'éligibilité, la banque vous donnera son préaccord pour vous octroyer un prêt.

Vous devrez alors contacter [Bpifrance](#) pour obtenir une attestation (un identifiant unique) que vous devrez transmettre ensuite à la banque. Cette dernière vous accordera alors le prêt demandé.

Quelle stratégie adopter au bout d'un an ?

Un an après avoir obtenu un PGE, le chef d'entreprise doit choisir entre le remboursement immédiat ou différé d'un an supplémentaire, total ou partiel, du prêt et son amortissement sur plusieurs années.

Quelques mois avant la date anniversaire du prêt, le chef d'entreprise sera sollicité par la banque pour savoir s'il entend rembourser son prêt immédiatement ou bien l'amortir sur une durée de 1 à 5 ans. Sachant qu'il peut également choisir de n'en rembourser qu'une partie et d'étaler sur 1 à 5 ans le remboursement du reste.

Conseil : le chef d'entreprise qui a contracté un PGE par précaution et qui n'a pas utilisé les fonds a sans doute intérêt, s'il pense qu'il n'en aura pas besoin, à rembourser le prêt en totalité. En effet, même si les taux des PGE sont relativement bas, ils sont supérieurs aux rendements d'un placement sur lequel les fonds seraient déposés. En revanche, si le dirigeant pense qu'il pourra avoir des besoins en trésorerie dans un avenir proche, mieux vaut qu'il conserve son prêt.

Le chef d'entreprise peut aussi demander à la banque – puisque c'est désormais possible – de différer le remboursement d'un an supplémentaire. Une opération forcément intéressante dès lors que l'entreprise n'a pas ou peu de rentrées financières. Mais attention, l'entreprise qui bénéficie d'une deuxième année de différé de remboursement de son prêt dispose d'une année de moins pour rembourser. En effet, la durée maximale du prêt restant fixée à 6 ans, elle ne dispose plus que de 4 années maximum pour étaler son remboursement, au lieu de 5 années maximum si elle ne demande pas le différé. Dans ce cas, elle devra donc s'acquitter chaque mois d'un montant plus

élevé pour rembourser son prêt.

Sachant qu'à l'issue des deux années de différé, l'entreprise peut, là aussi, choisir, si elle le peut, de rembourser totalement le prêt, ou bien d'en rembourser une partie et d'amortir le remboursement de la partie restante sur 1 à 4 ans.

Une autre stratégie possible, qui peut être adoptée au bout d'un an (ou de deux ans en cas de différé de remboursement d'un an supplémentaire) par l'entrepreneur qui n'a pas emprunté la totalité du montant auquel il a droit (25 % de son chiffre d'affaires de 2019), consiste à emprunter le reste, soit parce que de nouveaux besoins en trésorerie apparaissent, soit pour commencer à rembourser la première partie du prêt lorsque l'entreprise n'a pas ou peu de rentrée d'argent.

Important : avant de prendre une décision et de la faire connaître au banquier, le chef d'entreprise a tout intérêt à prendre conseil auprès de son cabinet d'expertise comptable. Ensemble, ils pourront définir, au vu de la situation financière de l'entreprise et de ses perspectives et après avoir examiné les différentes modalités possibles d'amortissement du prêt établies par la banque, la meilleure stratégie à adopter.

© 2021 Les Echos Publishing